

## LA MANIFESTATION DES INÉGALITÉS SOCIALES DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF EN ROUMANIE<sup>1</sup>

**Sebastian ȚOC**

Chercheur, Institut de Recherche sur la Qualité de Vie (ICCV),  
Académie Roumaine

Assistant, docteur, École Nationale d'Études Politiques  
et Administratives (SNSPA), Bucarest

[sebastian.toc@politice.ro](mailto:sebastian.toc@politice.ro)

**Abstract:** *In this article we analyze how social inequalities are manifested in the education system in Romania. The assumption from which we start is that the change of the social structure following the process of transition from a planned state economy to a capitalist market economy has determined phenomena such as poverty and social polarization, as well as the degradation of public health, education or welfare systems. In this context, one of the solutions to exit from poverty and especially to interrupt the cycle of intergenerational reproduction of poverty, has been and continues to be the attempt to provide equal opportunities to all students in education and to support them to obtain at least the minimum skills and the minimum level of education required for participation in the labour market, taking into account all the specific vulnerabilities of capitalist economic systems. In the first part of this article, we describe the main changes in the social structure that have taken place in Romania over the last 30 years, with an emphasis on the analysis of employment, poverty and social inequality. In the second part, we describe the changes that have taken place at the level of the education system with an emphasis on attempts to ensure access to education for all students and define the concept of educational inequality. Subsequently, we use secondary data to analyze how social inequalities manifest in the education system, focusing on the problem of school dropout and the acquisition of basic competences. We describe the vulnerabilities of those belonging to the poor social classes to participate in the educational process and to have chances of school success at least similar to those of the privileged classes. We also argue that the education system contributes to the reproduction of social class inequalities, in the context of changing the occupational structure generated by the processes of globalization and development of platform capitalism. In the last part of the article, we express our skepticism about the role of educational policies in reducing educational inequalities and providing opportunities for school success to pupils from disadvantaged socio-family backgrounds.*

**Keywords:** *social inequalities; educational inequalities; poverty; equal opportunities; Romanian education system.*

---

<sup>1</sup> On trouvera une version étendue de cette analyse, en roumain, dans le volume *Stânga și agenda socială a României* (Coord. Mihail Caradaică et Victoria Stoiciu), Bucarest: Tritonic, 2019. pp. 192-216.

### **1. Pauvreté, inégalités et dégradation des services publics en Roumanie**

Parmi les pays d'Europe centrale et orientale, la Roumanie est le seul pays qui a entamé le processus de transformation du système politique et économique dans un contexte où la structure des classes sociales n'avait pas subi les transformations spécifiques du passage d'une économie axée sur l'industrie à une économie axée principalement sur les services, comme c'était le cas auparavant, dans les pays occidentaux. Si nous définissons opérationnellement la classe sociale par type d'activité, la situation de 1990 est la suivante: 27% employés dans le domaine des services; 29% employés en agriculture et 44% employés en industrie. En comparaison, dans les pays occidentaux (moyenne de l'UE 15), 60% employés dans les services, 30% dans l'industrie et 10% dans l'agriculture. Les dix premières années du capitalisme ont été très importantes dans le processus de reconfiguration de la structure sociale, en soulignant les différences de développement par rapport aux pays occidentaux.

Les décisions politiques de privatisation des entreprises industrielles appartenant à l'État et celles de rétrocession de terrains et de logements ont été les principales sources de changement social. Ainsi, à la fin de 1990, le nombre d'employés avait considérablement diminué, passant de 8 millions en 1990 à 4,6 millions en 2000 (INS indicateur FOM105A). En outre, le nombre de retraités est passé de 3,6 millions en 1990 à 6,1 millions en 2000, ce qui s'est également manifesté contre les décisions politiques de retraite anticipée de certaines catégories sociales. Les pensions étaient extrêmement basses, en particulier au cours des 20 premières années qui ont suivi la révolution, ce qui a maintenu les personnes âgées dans un état de vulnérabilité accrue et à la limite de la pauvreté (Zamfir et al, 2017: 16).

Au-delà de la relation problématique entre la population active et la population inactive, le niveau des salaires était insatisfaisant pour atteindre une qualité de vie au moins proche de celle des pays occidentaux pris comme modèle au début de la transition. La politique salariale était au détriment des employés, non seulement au cours de la première décennie du capitalisme, mais tout au long de la période qui a suivi la chute du régime socialiste. Par exemple, en mai 2018, le salaire minimum net en Roumanie était de 250 euros. Selon les données officielles, il représentait la moitié du nombre total de salariés en Roumanie (données Eurostat présentées dans Social Monitor (2018)). Bien que des augmentations substantielles aient eu lieu surtout après 2007, le niveau des salaires reste parmi les plus bas d'Europe.

Des auteurs tels que Pasti (2000, 2006) discutent de l'émergence d'une structure sociale de type précapitaliste résultant des processus de privatisation de l'agriculture et de l'industrie et de la migration ville-campagne au milieu de la crise économique. Au cours des dix premières années de transition, les revenus insuffisants des travailleurs de l'industrie ont eu pour effet de réduire la qualité de la vie et la dégradation du logement (même s'ils devenaient propriétaires, la diminution des revenus avait pour effet l'impossibilité d'entretenir les maisons). La

pauvreté est devenue un état de «normalité» pour le travailleur industriel (Pasti, 2000). À la suite de la réappropriation, beaucoup de personnes des zones rurales sont devenues des personnes employées dans l'agriculture de subsistance, un travail essentiellement non rémunéré et axé sur le marché. Les paysans n'avaient pas les moyens de produire industriellement dans le contexte de la fragmentation des terres et de la destruction des systèmes d'irrigation ou des fermes zootechniques et surtout de la faible productivité, devenant, malgré le nouveau statut de propriétaire, l'une des catégories socioprofessionnelles les plus pauvres de Roumanie (Pasti, 2006; Zamfir 2004).

Les revenus de la protection sociale (pensions, chômage et assistance sociale) ont été réduits au minimum et le discours politique dominant a répété dans de nombreuses situations «la responsabilité individuelle de réussir par le travail»; les avantages sociaux ont été exacerbés par des syntaxes qui les ont réduites à des programmes «encourageant la paresse et créant des assistés sociaux». Des analyses telles que celles menées par Domnișoru (2010), Dragolea (2017), Popescu et autres (2016), Zamfir (1999) suggèrent que, à différentes périodes au cours des 30 dernières années, les politiques de protection sociale ont été inadéquates et plutôt défavorables. ont échoué dans leurs tentatives de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Roumanie.

Stănescu et Dumitru (2017) ont récemment passé en revue l'évolution de la pauvreté et des inégalités en Roumanie. Ils soutiennent que la structure de l'économie est elle-même une cause de la pauvreté et de l'inégalité des revenus, en particulier dans le contexte d'une grande disparité entre zones rurales et les zones urbaines. En outre, le système de taxe unique mis en place depuis 2005 et la faible imposition foncière ont accru l'inégalité des revenus. La pauvreté et les inégalités étaient considérées comme les *coûts inévitables de la transition*.

Cependant, les politiques de réduction de la pauvreté ne sont apparues qu'à la fin de la première décennie après la chute du régime communiste. Il y a plusieurs façons d'estimer la pauvreté et, à l'heure actuelle, l'indicateur mesurant le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de personnes dans au moins l'une des situations suivantes est approuvé au niveau des statistiques européennes:

1. Proportion de personnes dont le revenu est inférieur au seuil conventionnel de 60% du revenu médian national;
2. Proportion d'individus en situation de privation matérielle grave - pourcentage de la population ne pouvant se permettre au moins 4 situations sur 9: paiement du loyer, de l'hypothèque ou des services publics; chauffer la maison; faire face à des dépenses imprévues; manger, régulièrement, de la viande ou des protéines; partir en congé; une télévision; une machine à laver; une voiture; un appel téléphonique. Certaines de ces variables sont évidentes dans le cas de la Roumanie: en 2017, 65% de la population n'avaient pas droit à un congé d'une semaine et 53% ne pouvaient pas faire face à des dépenses imprévues (par exemple une intervention chirurgicale, des obsèques, réparations domiciliaires, réparation d'une voiture ou d'une machine à laver, etc.).

3. La proportion de personnes vivant dans un ménage à faible intensité de travail, définie par le nombre de personnes vivant dans un ménage dans lequel les membres âgés de 18 à 59 ans (sans les étudiants) travaillaient moins de 20% du total potentiel au cours des 12 derniers mois.

Il convient de noter qu'il existe également des situations dans lesquelles certaines personnes répondent à deux ou à tous les trois critères susmentionnés. Malgré les efforts déployés notamment par des organisations internationales telles que la Banque mondiale ou des programmes financés par des fonds européens, la part de la population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale a été bien supérieure à la moyenne européenne, environ 4 personnes en Roumanie se trouvant dans cette situation, au niveau de 2017 (*Eurostat*, code indicateur: *ilc\_peps01*). En outre, dans le cas des jeunes et des enfants, la situation est encore plus problématique car elle est très pertinente pour analyser les inégalités dans le système éducatif. Environ 50% des enfants âgés de 0 à 17 ans étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale (*Eurostat*, code indicateur: *ilc\_peps01*). De plus, le risque de pauvreté est plus prononcé dans les zones rurales, où le pourcentage dépasse 50%, par rapport aux grandes villes (24%) ou aux petites villes et banlieues (30%) (*Eurostat*, code indicateur: *ilc\_peps13*). La pauvreté est également un problème pour une proportion importante des personnes qui ont un emploi. L'indicateur de pauvreté au travail, mesuré par la proportion de personnes qui, bien que travaillant, ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté, a varié de 15% à 20% au cours des 10 dernières années.

L'inégalité des revenus est également un indicateur pertinent pour analyser la manifestation d'inégalités sociales en éducation. Il a augmenté régulièrement au cours des 28 dernières années<sup>2</sup>, dans les conditions où, pendant la période socialiste, il existait une politique qui le réglementait: le rapport entre le salaire minimum et le salaire le plus élevé ne pouvait être supérieur à 5,6 et l'achat de produits de luxe était réglementé (Zamfir 2004, 47). L'indice de Gini qui mesure l'inégalité des revenus est passé de 24 en 1989 à 35 en 2017, la Roumanie affichant l'un des taux d'inégalité les plus élevés de l'Union européenne, avec une moyenne d'environ 30%.

Comprendre ces problèmes structurels est essentiel pour analyser les manifestations des inégalités dans l'enseignement obligatoire en Roumanie. Étant donné qu'une grande partie de la population roumaine vit dans la pauvreté, dans laquelle les inégalités entre les catégories sociales sont importantes et les disparités territoriales importantes, en particulier entre les zones rurales et urbaines, il est difficile de mettre en œuvre un programme national visant à offrir des chances égales pour la participation à l'éducation pour tous les étudiants. Dans les sections suivantes, on présentera certains des problèmes auxquels est

---

<sup>2</sup> L'inégalité a également diminué après 2012, mais pas à cause de l'augmentation du niveau de vie, mais à cause des réductions de salaire dans le budget de 2012.

confronté le système éducatif en Roumanie et comment ils dépendent de la situation sociale et économique des familles des étudiants.

Outre tous ces aspects, il est important de souligner la dégradation des services publics principalement déterminée par le faible niveau de financement (Zamfir et al., 2017). Le système éducatif a été dans une situation de sous-financement continu, le pourcentage alloué au PIB pour l'éducation étant faible au cours des 30 dernières années, allant de 3 à 4% au cours des 20 premières années depuis la Révolution de 1989, avec un minimum de 2,8% en 2013

En 2016, 3,7% du PIB ont été alloués, l'un des plus bas d'Europe (*Eurostat*, code indicateur: gov\_10a\_exp). Le système de santé publique se trouvait dans la même situation: un pourcentage d'environ 4% du PIB avait été alloué au cours des dix dernières années et, au cours des années précédant l'adhésion à l'UE, le financement était encore plus réduit (*Eurostat*, code indicateur: gov\_10a\_exp). Même en ce qui concerne l'état de santé de la population, la Roumanie n'est pas très performante par rapport à la plupart des pays européens. La situation est défavorable, notamment du fait des inégalités sociales dans l'accès aux services de santé qui ont tendance à être permanentes (Precupețu și Pop, 2017).

## **2. Garantir l'égalité des chances dans une société caractérisée par un niveau élevé de pauvreté et d'inégalité**

La révolution de décembre 1989 a entraîné une importante reconfiguration de la structure sociale, qui s'est manifestée à travers le processus de stratification économique et la manifestation de phénomènes tels que le chômage, la pauvreté, les inégalités sociales, décrits dans la section précédente. Au cours de la même période de reconfiguration d'un système économique spécifique aux sociétés capitalistes, une nouvelle révolution technologique a eu lieu, générant une division mondiale du travail qui affectait également la Roumanie, à condition que même les travailleurs hautement qualifiés soient mal payés (*low-waged work*) (Brown și Lauder, 2010: 229-230), et les personnes peu qualifiées et peu instruites ont trouvé des emplois bien rémunérés<sup>3</sup>, avec beaucoup de difficulté.

Les compétences de base deviennent essentielles dans un tel système économique. Le système éducatif vise donc à les transmettre à tous les étudiants. De plus, d'un point de vue juridique, une personne ayant moins de 8 classes n'a pas accès à d'autres emplois que ceux non qualifiés, ni à des formations qualifiantes ni à des formations professionnelles. Dans ce contexte, le système éducatif a parmi les objectifs centraux, assumés également par la loi: assurer l'égalité des chances dans l'éducation et l'inclusion sociale (articles 2.4 et 3 de la Loi sur l'éducation nationale, Loi n ° 1/2011). En d'autres termes, cela suppose qu'il transmette au moins les compétences de base nécessaires à un emploi garantissant la survie dans l'économie formelle contemporaine.

---

<sup>3</sup> Le terme a du sens commun et fait référence à l'assurance d'un minimum nécessaire à la survie et à l'assurance de dépenses imprévues minimales.

Assurer l'égalité des chances n'avait au départ que le sentiment minimal de «traitement égal», c'est-à-dire que les étudiants ne sont pas traités différemment sur la base de caractéristiques autres que les compétences, le talent et le travail (la perspective suppose que la concurrence loyale légitime la hiérarchie des étudiants). Par la suite, cependant, le sens a été élargi pour que les désavantages avec lesquels les élèves reviennent de chez eux ne continuent pas à l'école, de sorte que l'école compense les désavantages sociaux et corrige les inégalités sociales en se concentrant sur la transmission des compétences de base à tous les élèves (Hallinan, 1988).

Il est important de noter que les recherches menées par Coleman et d'autres chercheurs ont conclu aux traditions de recherche en sociologie de l'éducation qui ont cherché à déterminer si les écoles offrent des conditions équitables à tout élève pour atteindre certains résultats scolaires, quel que soit leur pays d'origine. Il est important de mentionner que les traditions de recherche en sociologie de l'éducation qui ont examiné si les écoles offrent des conditions équitables à tout élève pour atteindre certains résultats scolaires, quel que soit son pays d'origine, ont atteint la conclusion, même à partir des recherches de Coleman et d'autres (1966), que les différences entre les écoles ne sont pas générées par les ressources dont elles disposent, mais par l'environnement familial de l'origine des élèves. Avec le temps, ensemble avec la possibilité de cumuler plus d'études de ce type, une compréhension plus complète du concept d'égalité des chances pourrait être proposée. Cette acceptation suggère que l'égalité de traitement ne permet pas une concurrence égale entre les élèves, ce qui rend nécessaire la création de conditions permettant que, dans des conditions similaires de préparation à l'école, les résultats des élèves ne diffèrent pas de manière significative. Bien sûr, en réalité, il est difficile de déterminer ce qui est accompli à l'école, à la maison ou dans d'autres environnements, mais pour les besoins de cet article, l'égalité des chances en matière de résultats scolaires sera comprise de manière conventionnelle par: *l'acquisition des compétences de base en sciences, en mathématiques et en lecture, jusqu'à l'achèvement du niveau d'études obligatoire, par tous les élèves*. Idéalement, ils devraient être acquis dans toutes les écoles de Roumanie, par tous les élèves. Lorsque la pauvreté influence l'accès à l'éducation, à la fois formellement et en termes de compétences acquises, nous pouvons comprendre que le système éducatif est confronté à une situation génératrice d'inégalité éducative. Les indicateurs qui mesurent les résultats du système éducatif et sur lesquels sont fixés les objectifs politiques pour les améliorer sont également analysés par rapport aux caractéristiques socio-économiques des élèves et de leurs familles.

Dans le cas de la Roumanie, cette analyse est d'autant plus importante qu'il existe, comme nous l'avons mentionné dans le sous-chapitre précédent, un degré élevé d'inégalité économique ainsi qu'un pourcentage élevé de personnes vivant dans la pauvreté ou l'exclusion sociale. Dans ce qui suit, nous décrirons, sur la base des données secondaires disponibles, certains des indicateurs susceptibles d'être

utiles pour comprendre la manifestation des inégalités sociales en matière d'éducation<sup>4</sup>.

1. Les compétences de base ont été mesurées au cours des dernières décennies par les résultats obtenus par les étudiants aux tests internationaux PISA (OCDE, 2016). Celles-ci peuvent être plus appropriées, par rapport aux évaluations nationales en Roumanie, car elles sont construites de manière à mesurer la capacité des étudiants à résoudre des problèmes concrets. Le programme représente un test triennal visant à évaluer la qualité, l'équité et l'efficacité des systèmes éducatifs nationaux des pays de l'OCDE et des autres pays partenaires. Lors du dernier test, plus de 70 pays avaient participé à l'étude, l'objectif étant d'inclure une analyse comparative des systèmes d'éducation. En plus des tests qui mesurent les compétences des élèves de 15 ans en mathématiques, en lecture et en sciences, des données sont également collectées sur les caractéristiques des élèves, leurs familles et les médias sociaux dans lesquels ils vivent, les écoles et les enseignants, mais également des données qui mesurent les attitudes et les valeurs des élèves.

Le système éducatif roumain ne figurait dans le classement d'aucun des tests auxquels ont participé les élèves de 15 ans depuis 2000. Les derniers résultats indiquent qu'en Roumanie, les compétences de base des élèves du secondaire sont très insuffisantes: environ 40 % des élèves roumains ont des notes inférieures au niveau 2 du PISA - lecture, sciences et mathématiques (la moyenne de l'UE est d'environ 20%). Au-dessous du niveau 2, c'est-à-dire au niveau 1 et au niveau 1, correspond à un seuil considéré comme équivalent à l'analphabétisme fonctionnel, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas comprendre les textes de faible difficulté (Bădescu 2016, *Raportul Centrului Național PISA, Ciclul de testare 2011-2012*, 40).

Il convient également de mentionner que la plupart des élèves testés sont allés au lycée et que nous ne parlons ici que d'élèves de 15 ans environ, sans compter ceux qui ont quitté le système éducatif ou qui n'ont jamais été scolarisés. Une façon encore plus concluante d'exprimer le niveau d'inégalité en matière d'éducation est donnée par le fait que plusieurs élèves issus de familles à faible statut socio-économique manquent de compétences de base. La probabilité de ne pas avoir les compétences de base est plus faible dans le cas des élèves dont le statut socio-économique est faible, environ 60% d'entre eux étant classés dans la catégorie où ils atteignent le niveau 2 dans les 3 tests. Le manque de compétences de base est 3 fois plus probable dans les derniers 25% par rapport aux 25% précédents (la division est fonction du statut socio-économique des parents). La résilience, un indicateur qui devrait indiquer les chances de mobilité sociale ascendante, est également faible: seuls 11% des élèves défavorisés se situent dans les 30% premiers du point de vue des résultats du test. Par conséquent, la relation

---

<sup>4</sup> Les données sont extraites des travaux de la Commission européenne (2017) dans le cadre du suivi de l'éducation et de la formation, la plupart des données étant également disponibles sur Eurostat ou dans le rapport du FRA (2016)

entre le statut socio-économique de la famille et les résultats scolaires est importante. Nous pouvons donc parler d'une inégalité importante en ce qui concerne la possibilité pour les élèves d'acquérir des compétences de base dans le système d'enseignement obligatoire (Țoc, 2016).

**2.** Les inégalités entre les élèves concernant les résultats basés sur la distribution au lycée sont également importantes. Si les tests PISA ne donnent qu'un aperçu du niveau de compétences, les résultats obtenus aux tests nationaux sont essentiels pour le futur parcours pédagogique. Bien que l'enseignement soit obligatoire jusqu'à la 10e année, à la fin du gymnase, les étudiants passent un test national et, en fonction des résultats obtenus, ils peuvent opter pour un lycée. Ainsi, il existe une différenciation majeure entre les lycées considérés comme bons ou performants et des mauvais, et une différenciation importante en fonction des capacités des élèves. Étant donné que les résultats de l'évaluation nationale de la huitième année sont influencés par l'accès aux médiations et par des facteurs économiques et socio-familiaux, il existe une forte probabilité de ségrégation socio-économique entre les lycées.

Malheureusement, il n'existe aucune donnée établissant un lien entre les caractéristiques socio-familiales des élèves et les résultats obtenus avec les évaluations nationales et / ou les notes obtenues pendant les classes V-VIII<sup>5</sup>. Mais il y a l'indicateur qui enregistre l'environnement de résidence de l'école, ce qui nous indique que lors des tests nationaux de huitième année en 2017, 38% des élèves en zone rurale passaient sous la 5e année, contre 15% en zone urbaine. Si nous prenons les différences entre zones rurales et zones urbaines comme indicateur indirect (*proxy*) du statut socio-économique de la famille, on peut affirmer que, dans la mesure où ces résultats influencent l'accès aux lycées, le système d'admission génère des inégalités en matière d'éducation.

En d'autres termes, l'entrée au lycée (l'admission) génère de grandes différences entre les lycées en termes de niveau de compétences des élèves, qui chevauchent parfois avec la ségrégation sociale (qui à son tour se confond avec l'ethnie), c'est-à-dire les lycées qui accueillent des élèves avec un statut socio-économique élevé, et des lycées avec des élèves à statut socioéconomique prédominant pauvre. Les premiers sont considérés comme de bons lycées, les derniers comme des lycées pauvres, et les élèves et les enseignants travaillent avec ces catégories, ce qui influence le parcours éducationnel ultérieur des élèves<sup>6</sup>.

**3.** Un autre problème important concerne les tentatives infructueuses de réduction du décrochage scolaire ou du décrochage scolaire, en dépit des politiques qui ont été mises en place. Même dans le contexte où la réduction du phénomène est

---

<sup>5</sup> L'analyse d'Andreei Gheba (2018) qui illustre ce lien dans le cas de la municipalité de Bucarest, avec des unités d'analyse, et non les étudiants (par exemple des écoles situées dans des zones défavorisées), constitue une exception.

<sup>6</sup> Pour une analyse détaillée de la manifestation de ces processus, voir Țoc (2018).



devenue une priorité nationale dans le cadre de la stratégie 2020 et de la *Stratégie de réduction de l'abandon scolaire précoce* (Gouvernement Roumain, 2015), celle-ci n'a encore jamais été mise en œuvre par le Gouvernement Roumain. En 2016, le taux d'abandon scolaire était de 18,5% et dans les zones rurales il est supérieur à la moyenne: 26,6%, autrement dit, dans ce cas, il existe des disparités entre zones rurales et zones urbaines. L'indicateur utilisé par Eurostat est mesuré en pourcentage d'élèves âgés de 18 à 24 ans ayant au maximum 8 classes. Quitter prématurément l'école est une forme d'abandon scolaire, car la plupart des élèves décrocheurs ne retournent jamais au terme de leur scolarité obligatoire. En outre, les programmes de type «*Seconde chance*» ont eu des résultats modestes ou des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le nombre de diplômés au niveau formel, mais peu qualifiés.

Ils ont existé, à la fois, des projets et des intentions de projets pour les écoles défavorisées, mais sans grand succès<sup>7</sup>. En outre, la «nécessité» d'offrir aux enseignants des salaires différenciés, en fonction de leurs performances, a souvent été évoquée, tant au niveau ministériel que dans l'espace public. Cependant, leur signification n'a jamais été clairement définie. La fiche d'évaluation de l'enseignant<sup>8</sup> ne contient aucun indicateur prenant en compte le contexte social dans lequel l'école évolue ou le statut socio-économique des parents. Par exemple, un critère de performance n'est pas considéré comme un *cas de décrochage scolaire dans une école confrontée à ce problème*. En fait, les abandons scolaires sont très rarement considérés comme un problème lié à l'école. Les écoles assument rarement la responsabilité des élèves qui ont abandonné leurs études, en attribuant les causes à la famille, à la migration, à la pauvreté ou à la culture (en utilisant généralement des stéréotypes racistes).

**4.** Une autre inégalité importante qui se manifeste à la fois dans la société et dans le système éducatif réside entre les Roms et les Roumains. Elle mérite d'être traitée séparément des autres inégalités, étant généralement considérée comme un problème lié à l'inter-sectionnalité entre le sexe, l'origine ethnique et la classe sociale (Crenshaw 1991, voir aussi Bițu (2012) qui appliquent le concept pour expliquer les expériences des femmes Roms). Les données sur l'ethnicité sont absentes de presque toutes les statistiques, à l'exception du recensement, qui ne nous aide pas beaucoup dans l'analyse des différences ethniques sur diverses

---

<sup>7</sup> Voir l'article de Florian et Țoc (2018) qui analyse l'échec des politiques et programmes éducatifs à tenter d'améliorer les résultats des élèves, en particulier ceux qui apprennent dans les zones rurales..

<sup>8</sup> La fiche-cadre d'autoévaluation/évaluation pour l'obtention de la qualification annuelle des enseignants de l'enseignement pré-universitaire (annexe 1 de l'Ordre du Ministre de l'éducation nationale n ° 3597 du 18 juin 2014) contient des indicateurs tels que: conception des activités, activités didactiques, évaluation des acquis de l'apprentissage, gestion des étudiants, gestion de carrière et développement personnel, contribution au développement institutionnel et promotion de l'image de l'unité scolaire, comportement professionnel.

questions. Toutefois, des études telles que celle menée par la FRA (2016) suggèrent que 77% des jeunes Roms âgés de 18 à 24 ans ont abandonné leurs études précocement et qu'environ 64% des jeunes roms âgés de 16 à 24 ans ne sont pas à l'école, dans une autre forme de formation et ils n'ont pas non pas d'emploi (NEET). Le problème de la ségrégation ethnique continue d'exister *de facto*, les écoles où la plupart des élèves sont des Roms et les écoles où tous les élèves sont des Roms. Les enquêtes de la FRA ont également révélé que seuls 28% des Roms se déclaraient employés (le travail indépendant était également inclus) et qu'en termes de répartition par sexe, seulement 13% des femmes occupaient un emploi, contre 42% d'hommes. Cet état de fait influence à bien des égards la participation de leurs enfants à l'éducation.

5. Un dernier point dont nous allons discuter brièvement concerne le financement. Étant donné que le pourcentage alloué, du PIB, pour l'éducation est parmi les plus bas de l'Union européenne (3,1% en 2015 et 3,7 en 2016), il est difficile d'améliorer la qualité de l'éducation. Le système éducatif, en particulier pré-universitaire, n'attire pas les diplômés des facultés; ils entrent dans le système en raison de l'absence d'autres possibilités d'emploi.

De plus, le financement est très disproportionné, au détriment des niveaux d'enseignement inférieurs, car il est évident que les salaires dans l'enseignement primaire ne sont pas attractifs pour les enseignants bien formés. Le financement est effectué par élève/étudiant à tous les niveaux et, selon le Monitor de l'éducation et de la formation (Commission européenne, 2017), l'État alloue 1 866 euros par an à chaque élève de l'enseignement primaire et secondaire; 2328 euros pour chaque lycéen et 4180 euros pour chaque étudiant (moyenne entre licence, master et doctorat). De plus, il n'y a pas des programmes pour allouer des ressources supplémentaires aux écoles défavorisées et les familles des enfants dépensent 39% de ce que le gouvernement dépense pour l'éducation.

### 3. Discussion

Cet article a eu pour objectif celui d'analyser la complexité de la manifestation d'inégalités sociales dans le système éducatif roumain, définies comme des inégalités dans l'acquisition de compétences de base. L'hypothèse de départ était qu'il était souhaitable d'obtenir un minimum de compétences de base dans l'enseignement obligatoire, tant du point de vue des chances des étudiants d'avoir accès à des emplois bien rémunérés et formels que de celui de la société dans son ensemble, qui vise à réduire Le chômage, en particulier chez les jeunes et l'augmentation de l'emploi, la réduction de la pauvreté (y compris les travailleurs) et les disparités sociales sont assez prononcés. En outre, les résultats éducatifs obtenus par les membres les plus défavorisés de la société peuvent briser le cercle de la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté, souhaitable dans un système éducatif qui se définit comme méritocratique.

Nous avons considéré comme nécessaire de décrire les changements dans la structure sociale qui ont suivi la transition d'une économie planifiée à une économie de marché de type capitaliste, ainsi que ceux déterminés par l'intégration dans l'Union européenne, puisqu'ils peuvent également être observés dans le système éducatif. L'illustration la plus pertinente de ce phénomène est le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, qui compte environ 4 personnes sur 10 en Roumanie et qui est encore plus répandu chez les jeunes et les enfants. Ainsi, environ la moitié des enfants du système éducatif roumain sont confrontés à ce problème. Dans ce contexte, l'une des solutions permettant de sortir de la pauvreté, et en particulier d'interrompre le cycle de reproduction intergénérationnelle de la pauvreté, a été et continue d'être une tentative visant à offrir des chances égales à tous les élèves et de les aider à obtenir au moins les compétences minimales et le niveau minimale d'éducation requis pour participer au marché du travail, en tenant compte de toutes les vulnérabilités spécifiques des systèmes économiques capitalistes.

Mais l'égalité formelle des chances ne suffit pas et il est nécessaire d'assumer la responsabilité, au niveau du système éducatif, que les étudiants en Roumanie achèvent l'enseignement obligatoire et acquièrent les compétences de base. Nous avons montré, à l'aide de données statistiques, qu'une partie importante des élèves roumains n'entrent pas dans la catégorie des personnes possédant des compétences de base, mesurées soit par les résultats des tests qui mesurent ces compétences, soit par le phénomène de l'abandon scolaire précoce. Les disparités sociales se manifestent dans ces situations spécifiques, le système éducatif ne garantissant pas les conditions dans lesquelles les élèves issus de milieux socialement défavorisés atteignent un niveau minimum de compétences ou n'abandonnent pas leurs études trop tôt.

Étant donné l'existence de vulnérabilités majeures des membres des classes sociales pauvres, nous avons argumenté que le système éducatif n'intervient *pas suffisamment* pour diminuer le processus de reproduction des inégalités de classe sociale. En ce qui concerne les solutions, l'argument central est que les politiques éducatives ne suffisent pas pour améliorer les inégalités en matière d'éducation et pour faciliter l'acquisition de certaines compétences de base au moins par les groupes défavorisés. Les plus importants sont l'accent mis sur l'éducation de base; élever le niveau de vie et améliorer la contribution des politiques sociales à la réduction de la pauvreté; des politiques salariales permettant une vie décente; des allocations familiales pour la pension alimentaire pour enfants, etc.; soutenir les programmes sociaux et éducatifs ayant un impact sur la participation à l'éducation, dans le cadre d'une évaluation rigoureuse de l'impact et des résultats produits, ainsi que dans le contexte du financement de recherches appuyant les politiques éducatives et sociales.

**Références:**

1. Bădescu, G. 2016. *PISA, un turn tot mai puțin înclinat*. disponible a: <http://www.contributors.ro/editorial/pisa-un-turn-tot-mai-pu%C8%9Bin-inclinat/>
2. Bițu, N. 2012. «Femeile rome și feminismul» dans *Perspective politice* 5 (2), 133-142.
3. Brown, P. și Lauder, H. 2010. «Economic globalisation, skill formation and the consequences for higher education» dans *The Routledge International Handbook of the Sociology of Education*, de Michael Apple, Stephen Ball și Luis Armando Gandin. London and New York: Routledge.
4. Crenshaw, K. 1991. «Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color» dans *Stanford Law Review* 43 (6), 1241-1299.
5. Hallinan, M. 1988. «Equality of Educational Opportunity» dans *Annual Review of Sociology* 14, 249-268.
6. Centre national d'évaluation et d'examen. 2014. *Raportul Centrului Național PISA, Ciclul de testare 2011-2012*. Bucarest: Ministère de l'éducation et de la recherche scientifique.
7. Commission européenne. 2017. *Monitorul educației și formării - România*. Bucarest: Direction générale de l'éducation et de la culture.
8. Domnisoru, C. 2014. *The largest drop in income inequality in the European Union during the Great Recession: Romania's puzzling case*. ILO.
9. Dragolea, A. 2016. *Statul bunăstării după criza economică*. Bucarest: Tritonic.
10. European Commission. 2018. *Proposal for a COUNCIL RECOMMENDATION on High Quality Early Childhood Education and Care Systems*. Brussels
11. Florian, B. et Țoc, S. 2018. «What Happens to Policies When Assuming Institutions? A Short Story About Romania's Never-Ending Educational Reform» dans *European Education* 50 (4), 320-335.
12. FRA (European Union Agency For Fundamental Rights). 2016. *Second European Union Minorities and Discrimination Survey Roma—Selected Findings*.
13. Le gouvernement de la Roumanie. 2015. *Stratégie de réduction du décrochage scolaire en Roumanie*. disponible à: [http://www.edu.ro/sites/default/files/\\_fi%C8%99iere/Invatamant-Preuniversitar/2015/Strategie-PTS/Strategia-PTS-2015.pdf](http://www.edu.ro/sites/default/files/_fi%C8%99iere/Invatamant-Preuniversitar/2015/Strategie-PTS/Strategia-PTS-2015.pdf)
14. Monitor Social. 2018. *Contrats de travail: entreprises publiques vs entreprises privées*. Statistiques accessibles au lien suivant: <https://monitorsocial.ro/data/contracte-de-munca-intreprinderi-de-stat-vs-intreprinderi-private/>
15. OECD. 2016. *PISA 2015 Results in Focus*. OECD Publishing.

16. Pasti, V. 2000. «Un deceniu de transformări sociale» dans Ioan Mihăilescu, *Un deceniu de tranziție: situația copilului și a familiei în România*, Bucurest: UNICEF.
17. Pasti, V. 2006. *Noul capitalism românesc*. Iași: Polirom.
18. Popescu, L, Ivan, V. et Raț, C. 2016. «The Romanian welfare state at times of crisis» dans *Challenges to European welfare systems*, de Klaus Schubert, Paloma De Villota și Johanna Kuhlmann (eds.). Heidelberg: Springer, pp. 615-645.
19. Precupețu, I. et Pop, C.. 2017. «Pentru o abordare socială în domeniul sănătății. Factorii structurali ai determinării stării de sănătate» dans *Calitatea Vieții* 28 (3), 219-242.
20. Stănescu, I. et Dumitru, M. 2017. «Poverty and social exclusion in Romania: a consensual approach to material deprivation» dans *Calitatea vietii* 28 (1), 3-25.
21. Țoc, S. 2016. «Familie, școală și succes școlar în învățământul liceal românesc» dans *Calitatea vieții* 27(3), 189-215.
22. Țoc, S. 2018. *Clasă și educație. Inegalitate și reproducere socială în învățământul românesc*. Bucurest: Pro Universitaria
23. Zamfir, C. (ed.). 1999. *Politici sociale în România: 1990-1998*. Bucurest: Expert.
24. Zamfir, C. 2004. *O analiză critică a tranziției: ce va fi" după"*. Iași: Polirom.
25. Zamfir, C. et al. 2017. Raport social al ICCV 2017. Starea socială a României. Calitatea vieții: situația actuală și perspective pentru 2038. Bucurest, Institut de Recherche sur la Qualité de Vie (ICCV).